

Initiatives ministérielles

sition, comme il l'a fait dans son discours, et se rappeler qui est le véritable ennemi.

Si je saisis bien le baratin du gouvernement conservateur, il nous dit en substance que, d'aussi loin qu'on se souvienne, le Canada a été dirigé par des gouvernements libéraux sauf pendant les cinq dernières années. Ces gouvernements ont accumulé un déficit horrible en gérant mal l'économie, en s'accrochant au pouvoir, en accordant les subventions sans compter, en faisant marcher la planche à billets, en dépensant de l'argent et en la dilapidant afin de demeurer au pouvoir. Mais ils ont fini par le payer cher.

Ainsi, on laisse entendre que les conservateurs ont eux aussi mal géré l'économie. En substance, ils n'ont fait que suivre les traces des libéraux. Ils disent au député que le parti qu'il représente doit assumer un peu de l'odieux de cette TPS, car le gouvernement doit recueillir des fonds pour tenter de réduire le déficit accumulé. Pourrait-il commenter?

Je lui demande également de proposer des solutions de rechange. Les libéraux sont un drôle de groupe. Ils ne savent pas se brancher. Ils essaient de ménager la chèvre et le chou. On ne connaît pas vraiment la position des libéraux. Ils s'opposent à la TPS, mais n'offrent rien en échange. Ma question est donc: quelles sont vos solutions de rechange à la TPS?

Par exemple, seriez-vous en faveur de la suppression de l'exemption de 100 000 \$ pour gains en capital, en ce qui concerne non pas les maisons et les fermes, mais les marchés boursiers, etc.? Cela équivaldrait à une économie de 1,5 milliard de dollars pour le gouvernement. Seriez-vous prêts à réduire les taux d'intérêt de 2 p. 100 et faire économiser ainsi 3 milliards de dollars au gouvernement? Seriez-vous prêts à créer un impôt minimum pour les sociétés, comme aux États-Unis? Cela donnerait une autre économie de 2 milliards de dollars. Seriez-vous prêts à adopter un impôt sur la fortune, qui servirait à redistribuer vraiment la richesse? Cette mesure nous ferait économiser entre 1 et 2 milliards de dollars.

En d'autres termes, vous pourriez aller chercher les mêmes recettes que le gouvernement se propose d'obtenir au moyen de la TPS, qui touchera essentiellement la classe moyenne. Dans ma circonscription, Port Moody—Coquitlam, le gouvernement a augmenté de 60 p. 100 l'impôt sur le revenu des particuliers gagnant entre 25 000 \$ et 40 000 \$. En revanche, les contribuables

gagnant plus de 125 000 \$ par année ont vu leurs paiements d'impôt diminuer.

Au sein du NPD, il n'y a pas d'équivoque. Nous avons proposé toutes ces solutions de rechange. Le Parti libéral en a-t-il ou se contentera-t-il toujours de ménager la chèvre et le chou.

M. Manley: Monsieur le Président, le député a commencé par me demander, je crois, de me rappeler qui est l'ennemi, insinuant par là que ce n'est pas lui.

Après ce long discours solennel, je voudrais revenir à la question de la réforme fiscale en général. J'en ai déjà parlé, en fait, lorsque j'ai pris la parole l'automne dernier au sujet d'une motion néo-démocrate. Nous avions alors débattu de réforme fiscale à partir de cette motion. J'avais alors bien précisé, je crois, qu'une réforme générale de la fiscalité s'imposait, mais que la taxe sur les produits et services ne constituait pas une réelle amélioration.

Voilà le message que nous avons essayé de communiquer dans le rapport de la minorité libérale du Comité des finances touchant la taxe sur les produits et services. Ce dont nous sommes maintenant saisis, c'est d'une solution de rechange gouvernementale pour l'actuelle taxe sur les ventes des fabricants.

• (1550)

Nous ne sommes malheureusement pas en campagne électorale. Je voudrais bien que nous le soyons. Je dirais alors que notre parti et celui de mon collègue doivent avoir des solutions de rechange précises à proposer au cas où ils seraient élus. Malheureusement, nous ne sommes pas en campagne électorale et, en tant qu'opposition, il nous faut donc centrer le débat sur cette question primordiale: la proposition gouvernementale constitue-t-elle une amélioration sensible par rapport au statu quo? Voilà de quoi il faut débattre.

Pour ma part, je ne crois pas qu'elle constitue une réelle amélioration. Je crois que les Canadiens sont aussi de cet avis. Mais dès que nous débattons de quelque autre proposition fiscale sans avoir vraiment consulté les Canadiens sur leur perception de la réforme fiscale, le gouvernement a beau jeu. Il peut s'en donner à cœur joie pour démolir cette proposition fiscale, qu'il s'agisse d'une solution concoctée par mon collègue et son service de recherches ou de celle que nous avons mise au point à l'aide de nos maigres ressources.

Il faut consulter les Canadiens sur la question de la réforme fiscale. Je ne crois pas que le gouvernement